



Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Commun à tous les lots

PROCEDURE

Accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles R.2112-4, R.2124-1, R.2161-1 à -5, R.2162-1 à -6 et R.2162-13 à -14 du code de la commande publique

OBJET DU MARCHE

**Accord-cadre à bons de commande
de réalisation de prélèvements et d'analyses pour le contrôle de
la qualité d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux de
baignade de piscine, d'eaux résiduaires urbaines
sur le périmètre du SID Sud-Est**

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.2	ALLOTISSEMENT GEOGRAPHIQUE ET CARACTERISTIQUES DES LOTS.....	4
1.3	DELEGATION DES ATTRIBUTIONS	5
1.4	DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
1.5	DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	5
1.6	EXCLUSIVITE	6
1.7	SOUS-TRAITANCE.....	6
1.8	PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE - MESURES DE SECURITE	7
1.8.1	<i>Restrictions diverses.....</i>	<i>7</i>
1.8.2	<i>Protection du secret de la défense nationale.....</i>	<i>7</i>
1.8.3	<i>Contrôle des accès.....</i>	<i>7</i>
1.8.4	<i>Hygiène et sécurité.....</i>	<i>7</i>
1.9	COMMUNICATION AU TITULAIRE.....	8
1.10	COMMUNICATION DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
2.1	PIECES PARTICULIERES	8
2.2	PIECES GENERALES.....	8
ARTICLE 3	AGREMENTS ET ACCREDITATIONS	8
3.1	REGLES D'AGREMENTS ET D'ACCREDITATIONS DES LABORATOIRES.....	8
3.2	RESILIATION	9
ARTICLE 4	PRIX.....	9
4.1	TYPE - CONTENU - MODE D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	9
4.2	MAJORATION POUR LES PRELEVEMENTS DIT « D'URGENCE ».....	10
4.3	MAJORATION POUR UNE MISSION REALISEE EN SITES ISOLEES OU A CONTRAINTES D'ACCES OU A CONDITION DE SECURITE RENFORCEE	10
4.4	VARIATION DES PRIX.....	10
	<i>Mode d'application du coefficient de révision.....</i>	<i>10</i>
ARTICLE 5	MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	11
5.1	LANCEMENT DE L'ACCORD-CADRE.....	11
5.2	REUNIONS EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	11
5.3	PRELEVEURS	12
5.4	TRAÇABILITE DES ANALYSES.....	12
5.5	INSPECTION DU TRAVAIL COMPETENTE.....	12
5.5.1	<i>Organisation, sécurité et protection de la santé des travailleurs</i>	<i>12</i>
5.5.2	<i>Devoir d'information et de conseil.....</i>	<i>13</i>
5.5.3	<i>Signalisation.....</i>	<i>13</i>
5.5.4	<i>Horaires de travail et dispositions diverses</i>	<i>13</i>
ARTICLE 6	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES.....	13
6.1	GENERALITES	13
6.2	ELABORATION DES DEMANDES DE DEVIS.....	13
6.3	FORME DES COMMANDES.....	13
ARTICLE 7	DELAIS.....	14
7.1	DELAIS D'INTERVENTION POUR REALISER LES PRELEVEMENTS.....	14

7.2	DELAI DE FOURNITURE DU RAPPORT D'ANALYSES	14
ARTICLE 8	ADMISSION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 9	PENALITES	15
ARTICLE 10	AVANCE - MODALITES DE REGLEMENT.....	15
10.1	AVANCE.....	15
10.2	MODALITES DE REGLEMENT	15
ARTICLE 11	SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	17
11.1	REPRESENTANTS DE L'ACHETEUR	17
11.1.1	<i>Responsables physiques de l'accord-cadre au SID.....</i>	<i>17</i>
11.1.1	<i>Points de contact en USID.....</i>	<i>17</i>
11.1.2	<i>Points de contact au sein des sites.....</i>	<i>17</i>
11.2	REPRESENTANTS DU TITULAIRE	17
11.2.1	<i>Correspondant administratif.....</i>	<i>17</i>
11.2.2	<i>Correspondants techniques.....</i>	<i>17</i>
ARTICLE 12	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	18
12.1	RESILIATION	18
12.2	EVOLUTION DU PERIMETRE GEOGRAPHIQUE	18
12.3	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	18
12.4	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	19
	DIFFERENDS	19
	• <i>Traitement des litiges</i>	<i>19</i>
	• <i>Comités consultatifs de règlement amiable des différends.....</i>	<i>19</i>
	• <i>Mission ministérielle PME/PMI</i>	<i>19</i>
	• <i>Médiateur des entreprises</i>	<i>19</i>
	CONTENTIEUX - DROIT APPLICABLE	19
ARTICLE 13	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19
	DEUXIEME PARTIE - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	20
ARTICLE 14	PERIMETRE DES PRESTATIONS ATTENDUES	20
ARTICLE 15	OBLIGATIONS DU TITULAIRE : REGLEMENTATION ET DEVOIR DE CONSEIL	20
ARTICLE 16	LISTE DES TEXTES REGLEMENTAIRES A APPLIQUER.....	20
ARTICLE 17	NATURE DES PRESTATIONS (ANALYSES ET PRELEVEMENTS).....	21
17.1	CONTROLE DE L'EAU DANS LES OUVRAGES DE PRODUCTION OU DE STOCKAGE	21
17.2	CONTROLE DE L'EAU DANS LES RESEAUX DE DISTRIBUTION ET D'ALIMENTATION	21
17.3	DEMANDE D'EXPERTISE	22
17.4	CONTROLE DES EAUX DE BAINADES	22
17.5	RECHERCHE ET DENOMBREMENT DES LEGIONNELLES	22
17.6	CONTROLE DES EAUX RESIDUAIRES, EAUX USEES, EAUX PLUVIALES	22
ARTICLE 18	MODALITES DE PRELEVEMENT ET D'ANALYSE DES RESULTATS.....	23
18.1	REALISATION DES PRELEVEMENTS	23
18.2	COMMUNICATION DES RESULTATS.....	23
18.2.1	<i>Mise en œuvre d'une plateforme d'échange électronique</i>	<i>23</i>
18.2.2	<i>Nommage des fichiers informatiques.....</i>	<i>24</i>
18.2.3	<i>Contenu des rapports.....</i>	<i>24</i>
18.2.4	<i>Gestion des anomalies et des non-conformités.....</i>	<i>25</i>

ANNEXES

Annexe 1 – Clauses de sécurité

Annexe 2 – Modèle de demande de contrôle élémentaire

Annexe 3 - Liste des sites

Annexe 4 - Principe d'une commande

Annexe 5 - Liste des paramètres analytiques

Annexe 6 - Prévisionnel annuel d'analyses

Annexe 7 – STEU Localisation

Documents fournis après notification

- Les points de contact en unité de soutien d'infrastructure de la défense (USID) et les correspondants des organismes bénéficiaires et d'emprise pour l'obtention des informations de la phase préparatoire.
- Liste des services vétérinaires
- Modèle d'attestation de passage
- Textes réglementaires – liste non-exhaustive fournie à titre indicatif

PREMIERE PARTIE

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1 **Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales**

1.1 **Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre à bons de commande concerne la réalisation de prestations de prélèvement et d'analyse d'eaux pour le contrôle :

- d'eaux potables, destinées à la consommation humaine (EDCH) ou techniques issues du réseau public ou de captage propriété du ministère des armées ;
- d'eaux chaudes sanitaires (ECS) ;
- d'eaux de baignade ;
- d'eaux résiduelles urbaines et usées (stations épuration des eaux usées, rejets d'eaux pluviales et rejets de certaines installations techniques) ;

implantées dans les sites relevant de la compétence du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Est (SID SE).

Le périmètre géographique du présent accord-cadre couvre les départements des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Provence Alpes Côte d'Azur et Occitanie. La liste des sites figure en annexe 3 du présent CCP.

Les analyses d'eaux sont de type microbiologique, chimique et organoleptique, radiologique.

1.2 **Allotissement géographique et caractéristiques des lots**

L'accord-cadre est alloté en 3 lots géographiques, avec les montants minimum et maximum suivants :

N° Lot s	Intitulé - Zone géographique	Minimum annuel (€ HT)	Maximum annuel (€ HT)
1	Zone Nord Départements : Ain (01), Allier (03), Hautes-Alpes (05), Ardèche (07), Cantal (15), Drôme (26), Isère (38), Loire (42), Haute-Loire (43), Puy-de-Dôme (63), Rhône (69), Savoie (73), Haute-Savoie (74), Vaucluse (84)	Sans	800 000
2	Zone Sud-Est Départements : Alpes de Haute-Provence (04), Alpes-Maritimes (06), Aveyron (12), Bouches-du-Rhône (13), Gard (30), Hérault (34), Lozère (48), Var (83), Vaucluse (84)	Sans	780 000
3	Zone Sud-Ouest Départements : Ariège (09), Aude (11), Haute-Garonne (31), Gers (32), Lot (46), Hautes-Pyrénées (65), Pyrénées-Orientales (66), Tarn (81), Tarn-et-Garonne (82)	Sans	780 000

Chacun des 3 lots est mono-attributaire.

1.3 Délégation des attributions

Les attributions sont déléguées conformément au tableau ci-après :

Tâche	Attributions
Demande de devis	La personne désignée par le chef de l'USID
Signature des bons de commande	Le chef de l'USID
Signature des ordres de service	Le chef de l'USID
Conduite de l'exécution des prestations	La personne désignée dans le bon de commande
Vérification, « service fait »	La personne désignée dans le bon de commande
Décision d'admission, ajournement, réfaction, rejet	Le chef de l'USID
Mise en pénalités	Le directeur du SID Sud-Est
Modification du contrat	Le directeur du SID Sud-Est
Décision de résiliation	Le directeur du SID Sud-Est

1.4 Durée de validité de l'accord-cadre

La durée initiale de l'accord-cadre est de 12 mois à compter du lendemain de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible au maximum 3 fois :

- soit tacitement à la date anniversaire de notification, pour une durée de 12 mois ;
- soit par décision expresse, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre au cours de la période considérée. L'accord cadre est alors reconduit pour une période de 12 mois à compter de la date de la décision expresse de reconduction.

La durée maximale de l'accord-cadre ne peut excéder 4 ans.

L'acheteur se réserve la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre. En cas de décision de non reconduction prise par l'acheteur, celle-ci est notifiée au titulaire au plus tard 2 mois avant l'échéance de la période de validité en cours.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non reconduction, il n'a droit à aucune indemnité.

1.5 Délais d'exécution des bons de commande

Par dérogation à l'article 13.1.2 du clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS), le délai d'exécution de chaque bon de commande court à compter de la date figurant sur le dit bon de commande ou à défaut de la date de notification.

La durée maximale d'exécution des bons de commande ne peut excéder 3 mois à compter de la date de début du délai d'exécution.

Toutefois en cas de retard imputable au titulaire, tout bon de commande est exécuté jusqu'à son terme.

L'acheteur se réserve la possibilité de notifier des commandes avant le terme de l'accord-cadre dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de accord-cadre dans un délai maximum de 3 mois.

1.6 Exclusivité

Le titulaire dispose par principe de l'exclusivité des missions objet du présent accord-cadre.

Toutefois, il ne dispose pas de l'exclusivité :

- pour des analyses obligatoires ou réglementaires à effectuer dans le cadre d'une opération de travaux ou de maintenance
- si les conditions définies au présent CCP ne sont pas respectées (délais, modalités pratiques des visites, contenu du rapport). Dans ce cas, l'acheteur se réserve le droit de commander les analyses à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

1.7 Sous-traitance

Le titulaire assure autant que possible l'ensemble des prestations avec son personnel propre. Toutefois, quand il doit faire face à une charge particulière d'organisation de son exploitation, il peut avoir recours à des sous-traitants. Ceux-ci agissent sous sa responsabilité pleine et entière avec les mêmes règles que celles énoncées pour son propre personnel, et en portant une attention particulière aux règles d'accès et de sécurité.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir au maître d'œuvre désigné à l'accord-cadre :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire (le cas-échéant par le cotraitant) ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue à l'accord-cadre (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation) ;
- le NUMERO UNIQUE d'identification délivré par l'INSEE, ou KBis, permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1 du R.2193-13 du code de la commande publique).
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile ;
- les agréments donnés par le ministère de la santé pour la réalisation des prélèvements et des analyses de qualité des EDCH y compris les analyses de terrain, des eaux de baignade, et accrédités (prélèvement, transport et analyse) pour la recherche et dénombrement de légionnelles selon la norme ISO/CEI 17025, ou équivalent, par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation équivalent européen ;
- les agréments donnés par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie selon les critères définis à l'article 3 de l'arrêté du 27 octobre 2011 ;
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant : la liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du code de la commande publique (i.e. le montant sous-traité est supérieur à 10% du montant total du marché (ici, du bon de commande)).

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n°1975-1334 du 30 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire doit alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire peut être remplacée par une délégation de paiement rédigée par l'acheteur et transmise sur simple demande de l'opérateur économique.

Lorsque le titulaire du marché public souhaite sous-traiter des prestations impliquant la sous-traitance de traitement de données à caractère personnel, l'acheteur doit donner son autorisation écrite préalable en application de l'article 28.2 du RGPD (règlement général de la protection des données) et l'article 5 du CCAG FCS.

1.8 Prestations intéressant la défense - Mesures de sécurité

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense : le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG FCS.

1.8.1 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.8.2 Protection du secret de la défense nationale

Les mesures de sécurité applicables au présent contrat sont définies en annexe 1 du présent CCP.

Contrôle de sécurité des personnes physiques, autorisations administratives (titulaire unique ou cotraitants en cas de groupement et sous-traitants)

La procédure du contrôle primaire du personnel participant à l'exécution du présent marché est détaillée en annexe 1 du présent CCP (dispositions particulières – contrôle primaire du personnel). Préalablement au début d'exécution des prestations du contrat, les personnes physiques devant effectivement exécuter les prestations du présent contrat font l'objet d'une enquête administrative de sécurité.

1.8.3 Contrôle des accès

Le titulaire se conforme strictement aux règles de contrôle d'accès définies en annexe 1 du présent CCP (Dispositions particulières – Autorisation d'accès du personnel sur les sites).

Tous les personnels doivent être munis d'un laissez-passer remis par l'administration durant la période de préparation, comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel peuvent être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des prestations.

Les modalités d'accès sont indiquées par les chargés d'affaires d'USID lors de l'émission du bon de commande.

1.8.4 Hygiène et sécurité

A ce titre, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 consultable sur le site <https://www.legifrance.gouv.fr/> et relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectués dans un organisme de la Défense par une ou plusieurs entreprises extérieures. Le titulaire s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le responsable sécurité de la formation ou du service bénéficiaire de la prestation et le représentant de l'acheteur.

Le personnel de l'entreprise du titulaire est astreint au respect du Code de la Route et des consignes générales des bases militaires lors de son activité dans tous les établissements militaires.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par son personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal.

Le titulaire certifie conformément aux dispositions des articles L.3243-1, L.3243-2, L.3243-4 ; L.772-1, L.772-2 ; L.1221-10, L.1221-13, L.1221-15 du code du travail que ses salariés sont employés régulièrement.

1.9 Communication au titulaire

En précision de l'article 3.8 du CCAG FCS, toutes décisions ou communications de l'acheteur est transmise directement via un ordre de service (OS).

Notifications transmises par courrier électronique : la transmission du courrier électronique constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé de réception que doit retourner par courrier électronique le titulaire. L'acheteur et le titulaire confirmeront la ou les adresses électroniques vers lesquelles sont adressés les courriers électroniques.

Notifications transmises par télécopie : en cas de défaillance du courrier électronique, les notifications peuvent être transmises par télécopie. La transmission de la télécopie constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé réception que doit retourner par le même moyen le titulaire. L'Acheteur et le Titulaire doivent confirmer les numéros de fax vers lesquelles doivent être adressés les télécopies.

Conformément à l'article 2 du CCAG FCS un OS est un acte de conduite dont la signature est déléguée conformément à l'article 1.3 du présent CCP.

Lorsque le titulaire ou mandataire estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit, dans un délai de 15 jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG FCS.

1.10 Communication du titulaire

Toute communication à l'acheteur est réalisée par voie électronique avec accusé de réception. Cependant, l'acheteur peut demander au titulaire la transmission des documents par courrier adressé en lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) ou contre récépissé en supplément de la remise électronique spécifiée ci-dessus sans que le titulaire ne puisse réclamer une indemnité.

ARTICLE 2 Pièces constitutives du marche

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, en cas de contradiction, par ordre de priorité, les suivantes :

2.1 Pièces particulières

- 1 l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2 le présent CCP et ses annexes ;
- 3 le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- 4 les bons de commande et leurs pièces jointes éventuelles ;
- 5 le mémoire technique fourni à l'offre rendu éventuellement contractuel dans le cadre d'une mise au point.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'administration font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut. En cas de contradiction entre deux annexes, l'annexe dont le numéro est le moins élevé prévaut.

2.2 Pièces générales

- 6 le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021

ARTICLE 3 Agréments et accréditations

3.1 Règles d'agréments et d'accréditations des laboratoires

L'accréditation COFRAC du titulaire et ses sous-traitants est exigée pour l'ensemble des paramètres d'analyses concernant :

- le contrôle sanitaire des sites producteurs d'EDCH ;
- la gestion du risque « légionnelle » pour les ERP, les bâtiments d'hébergement, les établissements de santé et les établissements touristiques ;

- le contrôle sanitaire des piscines.

Concernant les analyses d'eaux résiduaires, le titulaire et ses sous-traitants doivent être agréés par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie selon les critères définis à l'article 3 de l'arrêté du 27 octobre 2011.

Toute analyse réalisée par une entreprise non accréditée ou non agréée est considérée non conforme. Le titulaire est tenu de les refaire à ses frais.

Toute perte ou suspension d'agrément ou d'accréditation doit être communiquée sous 48 h aux responsables physiques de l'accord-cadre à le SID indiquées à l'article 11.1.1 du présent CCP.

3.2 Résiliation

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une résiliation par l'acheteur sans indemnité dans les cas suivants :

- perte ou suspension partielle ou totale d'agrément ;
- défaut d'agrément pour l'ensemble des paramètres du marché ;
- en cas de manquement au principe d'intégrité, d'indépendance ou d'impartialité du titulaire ;
- inexécution ou exécution défectueuse répétée, constatée et notifiée ;
- violation de la clause de confidentialité ;
- modifications importantes sur les moyens mis en œuvre ayant des conséquences graves sur l'exécution du marché ;
- en cas de sous-traitance, par le non-respect des conditions de l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux modifié par l'arrêté du 6 avril 2020, au niveau de l'exigence d'agrément pour le radon.

ARTICLE 4 Prix

4.1 Type - Contenu - Mode d'établissement des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires suivant les prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) de chacun des lots correspondants.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, notamment :

- les frais afférents à la réalisation des prélèvements : transport, main d'œuvre, conditionnement, emballage, manutention, analyses de terrain ou de laboratoire, au stockage ;
- les frais afférents à la réalisation des analyses : transmission des échantillons, frais de laboratoire, rapports d'analyse ;
- les frais liés à la production et transmission des livrables ou documents administratifs (factures, courriers, rapports...) papier et/ou électronique ;
- les charges fiscales, parafiscales ou autres impactant les prestations ;
- ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Ainsi, il ne peut être facturé aux services et formations qui supportent la charge du coût des prestations, aucun frais supplémentaire que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les tarifs des analyses des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) ne peuvent pas excéder les tarifs forfaitaires fixés par arrêté ministériel (l'arrêté en vigueur à la date de diffusion du marché est celui du 23/11/11 - NOR : ETSP1131825A).

Sauf cas d'urgence indiqué ci-après, le **montant minimum d'un bon de commande est fixé à 200 € HT**. Un bon de commande peut être établi pour plusieurs sites de la même base de défense.

De manière générale, il est demandé au prescripteur et titulaire de rationaliser les bons de commande et les factures pour diminuer la charge administrative nécessaires au traitement.

4.2 Majoration pour les prélèvements dit « d'urgence »

Une majoration de **80 € HT** par bons de commande dit « d'urgence » est appliquée par déplacement et par site au montant du bon de commande HT.

Une situation d'urgence est liée à un risque pouvant représenter une menace imminente pour la santé des consommateurs (exemple : suspicion de présence de légionnelles au-dessus des seuils autorisés). La situation d'urgence doit figurer sur les bons de commande dans le cadre d'une demande d'analyse ponctuelle justifiée par le représentant de l'organisme bénéficiaire.

4.3 Majoration pour une mission réalisée en sites isolés ou à contraintes d'accès ou à condition de sécurité renforcée

Pour les missions réalisées sur un site 'isolé' ou à contraintes d'accès (ex : poste de montagne, sémaphore, relais hertzien isolé...) ou à « sécurité renforcée » (Zone de Défense de Haute Sécurité), une majoration journalière forfaitaire de **80 € HT** est accordée au titulaire afin de prendre en compte les frais de transport et les délais supplémentaires.

La majoration forfaitaire ne peut être due qu'une seule fois par déplacement et par site.

Elle est appliquée sur le montant total du bon de commande.

La liste des sites isolés, à contraintes d'accès et à « sécurisé renforcée » est indiquée en annexe 3 du présent CCP. Cette liste peut être modifiée par avenant par l'acheteur en cours d'exécution du marché en cas de modification de son périmètre d'intervention.

4.4 Variation des prix

Les prix figurant au BPU sont fermes pour toute la période initiale du marché. Pour les années suivantes, en cas de reconduction, les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède la date de remise des offres : ce mois est appelé "mois zéro" (mois d'établissement des prix).

La date de remise des offres figure en annexe à l'acte d'engagement.

Choix de l'index de référence

L'index de référence / choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est le suivant : ICHT-M : coût horaire du travail tous salariés – activités spécialisées, scientifiques, techniques.

Modalités de variation des prix

La révision est effectuée annuellement à la date anniversaire de la notification par application d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = \text{ICHT-M}_1 / \text{ICHT-M}_0$$

dans laquelle :

- ICHT-M₀ : valeur de l'indice prise au 'mois zéro' (mois d'établissement des prix)
- ICHT-M₁ : valeur du dernier indice connu au mois de la date anniversaire

Le calcul du coefficient de révision des prix sera effectué et notifié par l'Acheteur.

Mode d'application du coefficient de révision

Le coefficient de révision est appliqué à la date d'émission du bon de commande sur le montant total du bon de commande.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Le montant de chaque commande est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Les bons de commande doivent faire la répartition entre les installations couvertes par des taux de TVA différents.

ARTICLE 5 Modalités d'exécution de l'accord-cadre

5.1 Lancement de l'accord-cadre

Celui-ci débute le lendemain de la date de notification de l'accord cadre.

Durant ce lancement et impérativement avant la notification du premier bon de commande, le titulaire :

- est convoqué par l'acheteur par ordre de service pour une réunion afin de préciser les informations nécessaires à la réalisation des prestations :
 - o coordonnées des correspondants (et leurs suppléants) désignés dans chaque base de défense, chaque emprise et chaque organisme et celles des points de contact en USID ;
 - o modalités de signature du fichier sanitaire, des registres d'installations et de piscine ;
 - o conditions d'accès et d'accompagnement des préleveurs ;
 - o adresses électroniques des destinataires des rapports ;
 - o informations nécessaires à la bonne identification des rapports ;
 - o modalités de prévention des accidents de travail et de protection des travailleurs, notamment les noms et coordonnées du chargé de prévention de l'organisme utilisateur et du médecin de prévention. A défaut, ces informations sont communiquées lors de la première réalisation d'une prestation sur un site ;
- est convoqué par l'acheteur par ordre de service afin de rencontrer le Pilote Processus Eau (PPE) du SID et/ou de l'organisme afin de prendre connaissance de l'analyse des risques. Cette analyse peut être revue d'une année sur l'autre sur des nouveaux risques sont avérés.
- effectue une reconnaissance des sites afin d'établir un repérage et recensement des ouvrages singuliers (forages/captages, châteaux d'eau, points de restauration collectives, STEP/STEU, piscines, etc.). Repérer les points de prélèvement. Le référencement est validé par le titulaire et les représentants de l'acheteur accompagné par le PPE de l'organisme ;
- identifie les caractéristiques des eaux à analyser (traitement par floculation, déferrisation, démanganisation, ajout de stabilisant, désinfection par chloration, ozonation, etc.) ;
- établi avec les représentants de l'acheteur la procédure en cas d'anomalies et de non-conformités dans les résultats d'analyses ;
- rédige une fiche de synthèse par emprise listant les informations énoncées aux points ci-dessus. Ces fiches de synthèse sont mises à jour au moins une fois par an et transmises aux représentants de l'acheteur au moins 15 jours avant la tenue de la réunion de coordination annuelle.

Une planification annuelle de la réalisation des analyses est fournie, conformément à l'article 5.2.

5.2 Réunions en cours d'exécution de l'accord-cadre

En cours d'exécution, plusieurs réunions sont organisées par le représentant de l'acheteur. Le titulaire est tenu de participer à ces réunions.

Le volume de réunions annuelles estimé est de : 22 au total, soit 2 pour le SID Sud-Est et 20 pour les 10 USID.

Les réunions sont organisées de la manière suivante :

- 1 réunion pour le SID en région et 1 réunion par USID en local, au cours du 1^{er} trimestre de l'année N qui suit la date de notification de l'accord-cadre, le titulaire fournit à ces réunions les prévisions de prélèvements et d'analyses à effectuer sur l'année N ;
- 1 réunion pour le SID en région et 1 réunion par USID en local, au cours du 4^e trimestre de l'année N qui suit la date de notification de l'accord-cadre, le titulaire fournit les bilans des prélèvements et des analyses effectuées sur l'année N, ainsi que les prévisions sur l'année N+1

En cas de défaillance du titulaire, des réunions complémentaires sont organisées jusqu'à régularisation de la situation.

A chaque réunion, le titulaire fournit à l'acheteur : l'actualisation de la liste des points de prélèvement pour validation, une copie détaillée des agréments en cours de validité y compris pour les sous-traitants, la fiche synthèse décrite à l'article 5.1.

5.3 Préleveurs

Le titulaire est responsable du choix des préleveurs. Il veille à ce que ces personnes disposent des compétences adéquates et de la maîtrise suffisante des procédures de prélèvement et de la mise en œuvre des analyses de terrain. Il conserve à la disposition des services ou formations concernés toutes les informations prouvant la formation, initiale et continue, et la qualification de ses agents assurant les prélèvements dans le cadre du présent marché.

Le titulaire fournit, suite à la notification, la liste nominative des personnels appelés à réaliser les prestations demandées.

En cas d'absence ou de remplacement d'un personnel affecté à l'exécution de la prestation, le titulaire avise le représentant de l'acheteur et désigne un remplaçant de niveau équivalent selon les modalités définies dans le présent CCP (autorisation d'accès, personnes à contacter...).

Le représentant de l'acheteur se réserve le droit de récuser le personnel du titulaire qui s'avérerait insuffisamment qualifié ou inadapté pour réaliser la prestation.

5.4 Traçabilité des analyses

Le titulaire doit disposer d'un système de traçabilité des données relatives à l'échantillon depuis son point de prélèvement jusqu'à l'émission du rapport d'analyses par le laboratoire.

L'ensemble des informations de traçabilité relatives aux prélèvements doivent être disponibles instantanément en cas de non-conformités.

5.5 Inspection du travail compétente

Il est précisé que l'Inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Adresse :

Inspection du travail dans les Armées
60 boulevard du Général Martial Vallin
CS 21 623 - PC 066
75 509 PARIS cedex 15

5.5.1 Organisation, sécurité et protection de la santé des travailleurs

Pour chaque bon de commande, le présent titulaire est responsable d'exécuter ses prestations dans le respect :

- de l'Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense;
- du contenu du plan de prévention rédigé par le chargé de prévention local préalablement à toute intervention. Le règlement complet d'accès aux sites concernés par chaque bon de commandes est donné au présent titulaire dans le cadre de l'élaboration préalable de ce plan de prévention.

Pour l'application des dispositions de l'arrêté précité, les informations suivantes sont précisées au titulaire à lors de la phase préparatoire ou à défaut lors de la première réalisation d'une prestation sur un site :

- noms et coordonnées des organismes bénéficiaires (et de leur chargé de prévention) ;
- noms et coordonnées du médecin de prévention compétent pour le secteur concerné ;
- noms et coordonnées du conseiller à la prévention du Commandement de la base de défense (ComBdD) concerné.

5.5.2 Devoir d'information et de conseil

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations faisant l'objet du présent marché.

En vertu de son devoir d'information et de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser toutes solutions adaptées aux besoins du bénéficiaire.

Toutefois, le titulaire n'a pas la responsabilité du respect de la périodicité des vérifications réglementaires, des contrôles réglementaires et des diagnostics des bâtiments.

5.5.3 Signalisation

Le titulaire s'engage à respecter les obligations légales en matière de signalisation des zones de travail.

5.5.4 Horaires de travail et dispositions diverses

A titre d'information, les horaires de travail conventionnels du titulaire s'inscrivent dans les créneaux suivants :

- du lundi au jeudi de 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ;
- le vendredi de 08h00 à 12h00.

Ils sont précisés au titulaire lors de la phase préparatoire du marché.

Lorsque le titulaire veut appliquer, exceptionnellement, des horaires différents d'embauche et de débauche, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail qui est soumise à l'approbation de l'acheteur.

Durant ses activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accidents ou d'incidents graves survenus sur le lieu des prestations, le titulaire doit en informer immédiatement l'officier de permanence du site sur lequel il intervient. Les coordonnées de ce dernier sont transmises au titulaire lors de la réunion de la phase préalable.

ARTICLE 6 Modalités de passation des commandes

6.1 Généralités

Les bons de commande sont émis uniquement par les USID.

6.2 Elaboration des demandes de devis

Préalablement à la passation de chaque bon de commande, l'USID concernée adresse au titulaire une demande de devis.

Le titulaire doit fournir au demandeur, sous 15 jours maximum à compter de la réception de cette demande (sauf si un délai différent est spécifié dans la demande écrite de l'USID) le devis établi ou complété par ses soins.

Ce délai global inclut une ou plusieurs visites sur site ou dans les locaux du donneur d'ordre afin de mettre au point le besoin entre le titulaire et son donneur d'ordre parmi les missions prescrites ci-après, vis-à-vis des particularités du projet concerné et du stade d'avancement dans lequel il se trouve.

6.3 Forme des commandes

Les prestations font obligatoirement l'objet de bons de commande signés de la personne autorisée. Les bons de commandes sont transmis par voie électronique et font l'objet d'un accusé de réception de la part du titulaire. A défaut, la transmission par courrier postal avec accusé de réception est autorisée.

La date de réception du mail ou courrier vaut date de notification.

Les bons de commandes émis précisent la nature du ou des contrôles :

- Contrôle sanitaire des eaux de forage ou captage ;
- Contrôle des eaux de baignades ;
- Contrôle ou expertise des EDCH ;
- Contrôle des eaux usées ou eaux résiduaires ou piézomètres ;
- Contrôle légionnelle (recherche et dénombrement des légionnelles) ;
- Urgence

Un bon de commande peut demander la réalisation de plusieurs types de contrôle et sur plusieurs sites d'une même base de défense.

Le bon de commande établi par le représentant de l'acheteur précise :

- l'objet de l'accord cadre ;
- l'identité du représentant de l'acheteur et ses coordonnées ;
- les noms, coordonnées et adresses de l'organisme bénéficiaire et du médecin de prévention ;
- le type de bon de commande ;
- la description sommaire des prestations ;
- le lieu d'exécution des prestations (N° immeuble, N° bâtiment, N° local) ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- la date de début du délai d'exécution ;
- le montant de la commande, tel qu'il résulte de l'application des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU), des montants supplémentaires de déplacement pour des prestations effectuées sur des sites éloignés et pour prestations d'urgence, le cas échéant ;

ARTICLE 7 Délais

Le titulaire est tenu de rendre compte de toute impossibilité d'assurer le prélèvement et/ou l'analyse pour des raisons du fait de l'administration (ex : arrêt de distribution, refus d'accès par les services ou formations concernés...). Dans ce cas, les prestations non exécutées doivent être reprogrammées sous 2 jours et réalisées selon les délais « standards ».

7.1 Délai d'intervention pour réaliser les prélèvements

Sauf en cas d'urgence, le délai (standard) d'intervention pour réaliser les prélèvements est de 7 jours calendaires maximum à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Si le bon de commande concerne plusieurs sites distants de plus de 30 km les uns des autres (ex : Clermont-Ferrand, Moulins, Issoire), les interventions peuvent être exécutées successivement avec un intervalle de 1 jour ouvrable maximum par sites distants. Ce délai se rajoute aux 7 jours précédemment cités.

Ce principe s'applique sur un seul et même bon de commande.

En cas d'urgence, le délai ne peut excéder 2 jours à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

7.2 Délai de fourniture du rapport d'analyses

Le délai de fourniture du rapport d'analyses court à compter de la date de réalisation du prélèvement jusqu'à la remise du rapport définitif d'analyses par le titulaire.

Sauf en cas d'urgence, le délai (standard) est de 14 jours calendaires maximum.

En cas d'urgence, le délai d'exécution est défini comme suit :

- 3 jours calendaires maximum pour les analyses de qualité des eaux potables, des eaux de baignage, des eaux résiduaires ;
- 3 jours calendaires maximum pour la recherche de légionnelle (rapport partiel) ;

- 10 jours calendaires maximum pour la recherche et dénombrement de légionnelle (rapport partiel et final).

En cas de réalisation d'une analyse qui aboutit à la rédaction d'un rapport du titulaire indiquant la mention « avec réserve », le laboratoire doit expliquer en urgence les raisons de cette mention et doit réaliser un nouveau prélèvement et établir le nouveau rapport sous 3 jours.

En cas d'informations complémentaires apportées par l'acheteur ou par le titulaire durant le délai (standard ou urgence) fixé initialement celui-ci reste inchangé.

ARTICLE 8 Admission des prestations

L'admission des prestations intervient à la suite de la remise à l'acheteur du rapport d'analyse.

Celle-ci se fera suivant les dispositions des articles 28 à 30 du CCAG FCS.

ARTICLE 9 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités visées au présent article sont dues dès le 1^{er} euro. Les pénalités peuvent se cumuler et sont non révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités applicables sont indiquées ci-après mais ne peuvent excéder (plafond) 20% du montant total du bon de commande.

Pénalité	Montant
Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations attendues au lancement du marché (cf. article 5.1 du présent CCP).	50 € par jour de retard
Pénalité pour retard dans l'exécution d'un prélèvement ou dans la fourniture d'un rapport d'analyse dans un délai « standard ».	50 € par jour de retard
Pénalité pour retard dans l'exécution d'un prélèvement ou dans la fourniture d'un rapport d'analyse dans un délai d'« urgence ».	100 € par jour de retard
Pénalité pour retard dans la remise de tout autre livrable décrit au présent CCP.	50 € par jour de retard
Pénalité pour absence à une réunion.	200 € par absence

ARTICLE 10 Avance - Modalités de règlement

10.1 Avance

Une avance est versée au titulaire dans les conditions des articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est fixé à 20%.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2191-19 du code de la commande publique.

10.2 Modalités de règlement

Chaque bon de commande fait l'objet d'un **paiement unique** sur facture.

Les pénalités éventuellement applicables viennent en déduction des sommes hors taxes dues au prestataire.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 modifiée relative au développement de la facturation électronique rend obligatoire le **dépôt des factures sur le portail Chorus pro** et ce, pour toutes les catégories d'entreprises à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

A défaut, les factures sont réputées non parvenues dans les services de l'Etat conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016.

Les factures détaillées portent obligatoirement (à défaut les factures peuvent être rejetées) mention de :

- code SE : D10711F069
- n° d'engagement juridique et n° marché (figurant sur l'annexe à l'AE transmise à la notification du marché)
- nom ou raison sociale et adresse complète du titulaire
- numéro de SIRET ou SIREN
- références bancaires (à défaut joindre un RIB ou RIP au format SEPA)
- numéro et date de la facture
- les numéros de prix tels qu'ils figurent au BPU et les quantités associées, prix d'unités, montant HT, TVA et montant TTC

et sont accompagnées d'une copie du bon de commande correspondant.

Si un sous-traitant est intervenu, la facture fait apparaître en plus :

- le montant TTC en paiement direct au sous-traitant
- et est accompagnée de l'acte de sous-traitance.

Pour la mise en œuvre de ce dispositif de facturation, le Titulaire peut prendre contact avec le bureau exécution dépense : sid-sud-est-sdac-bebc-slmea.contact.fct@intradef.gouv.fr

Le titulaire s'engage à prévenir le service facturation de l'administration contractante de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de SIRET...) au fur et à mesure qu'elles interviennent, sous peine de refus des créances par le comptable public.

Le non-respect de cette obligation entraîne systématiquement la suspension du délai global de paiement.

Le mode de règlement proposé est le virement administratif.

Il est précisé qu'une facture ne peut correspondre qu'aux prestations d'une seule commande. En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes il y a ainsi autant de factures que de commandes.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des factures est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur (article R.2192-12) ou à compter de la date d'achèvement de l'exécution des prestations si la date de réception de la demande de paiement est antérieure (article R.2192-13).

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2193-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 11 Suivi de l'accord-cadre

11.1 Représentants de l'acheteur

11.1.1 Responsables physiques de l'accord-cadre au SID

Les responsables physiques de l'accord-cadre au SID Sud-Est sont :

Le chargé de projets en ingénierie de la maintenance et le chef de la section maintenance infrastructure.

Ils sont les interlocuteurs privilégiés des responsables physiques du titulaire pour le suivi en « partie haute » de l'accord-cadre.

Les coordonnées de ces interlocuteurs sont communiquées au titulaire à la notification de l'accord-cadre par ordre de service.

11.1.1 Points de contact en USID

Les points de contact en USID sont les interlocuteurs du titulaire et de ses correspondants techniques pour l'organisation de la réalisation des prestations, notamment : la planification des prestations, l'émission des bons de commandes, la facturation...

Les coordonnées de ces interlocuteurs sont communiquées au titulaire à la notification de l'accord-cadre par ordre de service.

11.1.2 Points de contact au sein des sites

Afin d'assurer une bonne mise en œuvre du présent marché, un correspondant est désigné dans :

- chaque base de défense ;
- chaque emprise ;
- chaque organisme bénéficiaire.

Ils sont les interlocuteurs privilégiés des correspondants techniques du titulaire. Ils ne peuvent pas émettre des bons de commande.

Les coordonnées de ces interlocuteurs sont communiquées au titulaire à la notification de l'accord-cadre par ordre de service.

11.2 Représentants du titulaire

11.2.1 Correspondant administratif

Le correspondant administratif du titulaire est la personne désignée par celui-ci dans l'acte d'engagement pour le représenter. Il est l'interlocuteur privilégié du SID Sud-Est pour l'exécution de ce présent marché.

11.2.2 Correspondants techniques

Les correspondants techniques du titulaire sont les personnes désignées par celui-ci dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement pour le représenter au sein de chaque base de défense. Ils sont les interlocuteurs privilégiés des points de contact en USID.

Les correspondants techniques sont compétents pour toutes questions relatives à l'organisation du présent marché et notamment pour :

- la planification des tournées de prélèvements ;
- la réalisation des prélèvements ;
- la conservation et le transport des échantillons ;
- les délais de mise en œuvre et d'interprétation des analyses ;
- les délais de restitutions des résultats aux services ou formations concernés ;
- l'opérationnalité de la liaison numérique de transfert des résultats aux services ou formations concernés, au format spécifié par ces derniers ;
- la traçabilité des travaux réalisés.

ARTICLE 12 **Clauses administratives diverses**

12.1 Résiliation

L'acheteur peut, à tout moment, décider de résilier le marché dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

12.2 Evolution du périmètre géographique

Le périmètre géographique de l'accord-cadre est susceptible de faire l'objet de modifications venant à intégrer de nouveaux sites ou à en retirer (cession d'un site ou d'une partie de site dans le cadre de la restructuration des Armées par ex.). Il peut s'agir également de la déconstruction, de la mise en sommeil ou de la construction de nouvelles infrastructures.

Les évolutions du périmètre géographique ne font pas l'objet d'évolution de prix hormis celles susceptibles de modifier substantiellement les conditions économiques de l'accord-cadre.

12.3 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire est tenu de fournir tous les 6 mois et pendant toute la durée du contrat, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il doit fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)

Conformément au dispositif d'alerte, si l'acheteur est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure. Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de 6 mois, l'acheteur peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions des articles 41.1 et 45.1 du CCAG FCS.

Dispositif de vigilance avec e-Attestations

A/ Présentation du dispositif « e-Attestations »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP...

Aussi, le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

B/ Documents à produire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, **tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans le cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n° 574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues.

12.4 Règlement des différends

Différends

- Traitement des litiges

Les dispositions de l'article 43 du CCAG FCS s'appliquent.

- Comités consultatifs de règlement amiable des différends

En application du chapitre VII du livre I de la partie II, les parties au présent marché peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 18 du code de la commande publique), le comité consultatif compétent est celui Sud-Est.

- Mission ministérielle PME/PMI

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le mandataire peut éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement, bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

- Médiateur des entreprises

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

Contentieux - Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché la contestation est portée devant le :

Tribunal administratif de Lyon

Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin - 69 433 LYON cedex 03

Tél : 04.78.14.10.10 - Fax : 04.78.14.10.65

greffe.ta-lyon@juradm.fr

ARTICLE 13

Dérogations aux documents généraux

Dérogations apportées au CCAG FCS par le présent accord-cadre :

- l'article 1.5 du présent CCP déroge à l'article 13.1.2 du CCAG FCS ;
- l'article 9 du présent CCP déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG FCS ;
- l'article 10.1 du présent CCP déroge à l'article 11.1 du CCAG FCS ;

DEUXIEME PARTIE - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 14 Périmètre des prestations attendues

Les prestations attendues ne se limitent pas à l'analyse et doivent prendre en compte :

- le prélèvement des échantillons sur site, ainsi que l'analyses des paramètres de terrain par du personnel compétent ;
- l'acheminement des échantillons jusqu'aux laboratoires ;
- l'analyse des échantillons ;
- la transmission des résultats et une interprétation de ceux-ci par rapport aux référentiels réglementaires et normatifs ou définis par les règles de l'art.

Les estimatifs annuels de chaque base de défense sont indiqués dans l'annexe 6.

ARTICLE 15 Obligations du titulaire : réglementation et devoir de conseil

La liste des documents réglementaires et normatifs qui sera fournie après notification n'est pas exhaustive et doit le cas échéant être mise à jour par le titulaire du marché au vu des modifications intervenues postérieurement à l'émission du présent document.

Le titulaire est tenu d'observer, outre les spécifications des C.T.P., les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur, telles que la normalisation, le code du travail et le code des marchés publics.

Le titulaire a obligation de prendre en compte :

- toutes les nouvelles normes, qui apparaîtrait en au cours de l'exécution du contrat, à la place de celles citées au contrat ;
- toutes les autres normes ou référentiels que ceux cités dans le contrat, et qui présenteraient un intérêt vis à vis des prestations contractuelles.

Le titulaire a un devoir de conseil. A ce titre, il doit informer l'administration sur toute évolution des normes, de la réglementation ou des règles de l'art relatives aux fournitures et prestations demandées par ce marché, en précisant les références des textes et leur origine. Le titulaire adresse une copie au représentant de l'USID par voie dématérialisé, ou à défaut par courrier.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et des normes et d'une manière générale, de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 16 Liste des textes réglementaires à appliquer

La réglementation générale applicable aux clauses techniques particulières repose entre autre sur les domaines réglementaires, techniques et normatifs suivants :

- Eaux destinées à la consommation (EDCH) ;
- Eaux de baignade (piscine) ;
- Eaux chaudes sanitaires (ECS) ;
- Eaux résiduaires.

Indépendamment de la liste non exhaustive des textes, fournie après la notification, l'exécution des analyses doit être conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 17 Nature des prestations (analyses et prélèvements)

Les prélèvements et analyses citées ci-dessous sont commandées afin de limiter les doublons et d'optimiser leur réalisation.

17.1 Contrôle de l'eau dans les ouvrages de production ou de stockage

Pour garantir la délivrance d'une eau potable aux utilisateurs, l'exploitant doit faire réaliser des contrôles réglementaires selon les arrêtés d'autorisation de prélèvement d'EDCH délivrés par la DPMA ou bien selon les recommandations émises par le service vétérinaire des armées territorialement compétent.

Ces analyses à la ressource, au point de distribution et aux robinets doivent répondre aux exigences de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvement et d'analyse du contrôle sanitaire.

Les analyses à effectuer ont pour objectif la vérification de la qualité de l'eau distribuée à différents points au cours du cycle de distribution :

Les analyses à effectuer ont pour objectif la vérification de la qualité de l'eau distribuée à différents points au cours du cycle de distribution :

- RP : programme d'analyses effectué à la ressource pour les eaux d'origine souterraine ;
- RS : programme d'analyses effectué à la ressource pour les eaux d'origine superficielle ;
- RS add : programme d'analyses complémentaires de RS pour des ressources superficielles dont le débit prélevé est supérieur ou égal à 100 m³/jour en moyenne ;
- A : programme d'analyses de routine effectué au point de mise en distribution, c'est à dire après la mise en place d'un traitement de l'eau brute, ou aux robinets normalement utilisés pour la consommation humaine ;
- B : programme d'analyses complémentaires de A permettant d'obtenir des analyses complètes (A+B). Elles sont obligatoirement réalisées avec un programme A, sur le même prélèvement ;
- B add : programme d'analyses supplémentaire par rapport à B pour les unités de distribution dont le débit distribué est supérieur ou égal à 1 000 m³/jour en moyenne. Elles sont obligatoirement réalisées avec un programme A+B, sur le même prélèvement ;

Des analyses d'eau destinée à la consommation humaine spécifiques ou ponctuelles, regroupées en « pack » ou individuelles, peuvent être demandées par le service vétérinaire des armées concernant l'eau destinée à la consommation humaine, autres que celles déjà prescrites dans les programmes de prélèvements définis dans les arrêtés d'autorisation de prélèvement d'EDCH et le service vétérinaire des armées au titre du contrôle sanitaire. Une liste des paramètres analytiques est fournie, pour information, en annexe 5.

Dans le cadre du contrôle sanitaire, le titulaire doit transmettre une copie des résultats au service vétérinaire territorialement compétent.

17.2 Contrôle de l'eau dans les réseaux de distribution et d'alimentation

Pour garantir la délivrance d'une eau potable aux utilisateurs, le responsable de site doit faire réaliser des contrôles de surveillance selon les recommandations émises par le service vétérinaire des armées territorialement compétent. Ces analyses au point de consommation doivent répondre aux exigences de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvement et d'analyse du contrôle sanitaire.

Les analyses à effectuer ont pour objectif la vérification de la qualité de l'eau distribuée à différents points au cours du cycle de distribution :

- A : programme d'analyses de routine effectué au point de mise en distribution, c'est à dire après la mise en place d'un traitement de l'eau brute, ou aux robinets normalement utilisés pour la consommation humaine ;
- B : programme d'analyses complémentaires de A permettant d'obtenir des analyses complètes (A+B). Elles sont obligatoirement réalisées avec un programme A, sur le même prélèvement ;
- B add : programme d'analyses supplémentaire par rapport à B pour les unités de distribution dont le débit distribué est supérieur ou égal à 1 000 m³/jour en moyenne. Elles sont obligatoirement réalisées avec un programme A+B, sur le même prélèvement ;

17.3 Demande d'expertise

Ponctuellement et en plus des programmes de prélèvements définis dans les arrêtés d'autorisation de prélèvement d'EDCH et le service vétérinaire des armées, des analyses d'eau peuvent être demandées par les organismes, les chefs d'emprise, le service d'infrastructure de la défense. Ces analyses peuvent être regroupées en « pack » ou individuelles.

17.4 Contrôle des eaux de baignades

Pour garantir la délivrance d'une eau de baignade aux utilisateurs, l'exploitant doit faire réaliser des contrôles réglementaires. Ces analyses doivent répondre aux exigences de l'arrêté du 13 juillet 1983 relatif à l'hygiène et le contrôle de l'eau des piscines et baignades aménagées du ministère des armées.

Les analyses à effectuer ont pour objectif le suivi qualité des eaux de baignade de piscine.

Dans le cadre du contrôle sanitaire, le titulaire doit transmettre une copie des résultats au service vétérinaire territorialement compétent.

17.5 Recherche et dénombrement des légionnelles

Les analyses de recherche et du dénombrement des légionnelles à effectuer ont pour objectif de vérifier le respect de la concentration maximale de légionnelles selon les normes en vigueur. La réalisation des analyses de légionnelles constitue une tranche conditionnelle du présent marché.

17.6 Contrôle des eaux résiduaires, eaux usées, eaux pluviales

Il s'agit notamment des analyses d'eau hors EDCH concernant les réseaux d'assainissement et certaines installations techniques (ex : rejet de stations d'épuration d'eaux usées, rejet d'eaux pluviales...).

Prestations relatives aux eaux pluviales :

Les prestations sont réalisées conformément aux prescriptions des arrêtés ministériels relatifs aux installations soumises à la loi sur l'eau et aux prescriptions des règlements d'assainissement des communes ou communautés de communes concernées.

Prestations relatives aux eaux usées :

La mesure de débit est réalisée en continu pendant 24 heures en indiquant les débits horaires. Le prestataire indique le type et la marque de l'appareil de prélèvement utilisé (technologie, modèle, etc.). L'appareil de prélèvement, son installation, sa programmation sont conformes à la norme ISO 5667-10 relative à l'échantillonnage des eaux résiduaires. La température et le pH sont mesurés en continu dans l'effluent pendant la durée du prélèvement. Les échantillons sont réalisés proportionnellement au débit. Les mesures en continu et in situ sont réalisées selon les règles de l'art avec les appareils de mesure appropriés utilisés par des personnes compétentes. Ces opérations doivent être effectuées selon les normes en vigueur.

ARTICLE 18 Modalités de prélèvement et d'analyse des résultats

Les représentants de l'acheteur sont définis dans le présent article comme suit :

- les correspondants (et leurs suppléants) désignés dans chaque base de défense, chaque emprise et chaque organisme ;
- les points de contact en USID.

18.1 Réalisation des prélèvements

Les délais pour réaliser les analyses d'eaux sont décrits dans l'article 7 du présent marché.

Tout prélèvement réalisé donne lieu à l'établissement d'une attestation de passage (document fourni au titulaire du marché après notification). Cette attestation, présentée par le préleveur, est signée et datée par le représentant de l'organisme bénéficiaire (PPE ou en cas d'impossibilité une personne connaissant les points de prélèvements et la méthode de prélèvement pour superviser l'intervention et pouvoir arguer d'un service fait dans les règles de l'art).

L'attestation de passage constitue le document preuve de l'exécution de la prestation au même titre que le rapport d'analyses. Le paiement de la prestation est subordonné à la fourniture de ces deux livrables au représentant de l'acheteur.

Par ailleurs, le préleveur doit signer et dater le fichier sanitaire, le registre de l'installation ou le registre des eaux de baignade pour attester de son passage.

Le titulaire est tenu de rendre compte aux correspondants désignés pour chaque organisme bénéficiaire de toute impossibilité d'assurer le prélèvement et/ou l'analyse quelle qu'en soit la raison (par ex : arrêt de distribution, inaccessibilité du site de prélèvement, refus d'accès par les services ou formations concernés, panne de matériel, casse de flacon...). Il est également tenu de reprogrammer la réalisation des prestations non exécutées dans les délais définis à l'article 7.

Les installations dégradées par le titulaire devront être remis en état d'origine à ses frais.

18.2 Communication des résultats

18.2.1 Mise en œuvre d'une plateforme d'échange électronique

Le titulaire propose dans son mémoire technique la plateforme d'échange électronique (extranet). Il est attendu que cette plateforme d'échange puisse :

- Recueillir et archiver les rapports d'analyse ;
- Classer et ordonner les rapports d'analyse par site et par criticité ;
- Permettre la recherche et la consultation des documents par les utilisateurs désignés gratuitement et de manière sécurisée (identifiant et mot de passe) ;
- Permettre la copie ou l'impression des documents déposés, le transfert par courrier électronique, etc. ;
- Avertir les utilisateurs de la dépose de nouveaux documents ;
- Permettre l'administration des utilisateurs par le SID.

A défaut de plateforme électronique, les documents doivent être transmis par courrier électronique ou par courrier.

Le titulaire transmet les rapports définitifs et partiels d'analyses eaux :

- représentants de l'acheteur (points de contact en USID)

- correspondants (et à leur suppléant) désigné pour chaque emprise ;
- correspondants (et à leur suppléant) désigné pour chaque organisme bénéficiaire ;
- pour les analyses relevant du contrôle sanitaire et des analyses « légionnelles » (notamment dans le cadre de la surveillance des ECS collectives dans les ERP), au groupe vétérinaire territorialement compétent, dont les coordonnées en fonction des BDD seront fournies au titulaire après notification du marché.

18.2.2 Nommage des fichiers informatiques

Tous les fichiers informatiques fournis correspondant à une prestation pour une installation, doivent comporter dans le nom du fichier les éléments suivant et dans l'ordre suivant :

1 Identification du lieu	Le numéro G2D du site (10 caractères) Le n° G2D du composant (4 caractères)	Ils sont fournis au titulaire lors de la phase préparatoire Exemple : 740056002K_0003
2 Identification de l'analyse	Le code projet (3 caractères) ; Le code sous-projet (3 caractères) ;	Fournis dans le tableau ci-dessous Exemple : LGL
3 La date du prélèvement	La date au format jjmmaaaa	Exemple : 01012026

Les codes projet sont :

Détection de la légionnelle	LGL
Analyse eaux potables, contrôles sanitaires adduction d'eaux	AEP
Analyses eaux de baignade (piscine...)	PISC
Analyses eaux usées (assainissement, EU/EP, STEP...)	REJT

Ci-dessous, les quatre combinaisons possibles de nommage de fichier :

n°site_composant_LGL_jjmmaaaa	n°immeuble_composant_PISC_jjmmaaaa
n°site_composant_AEP_jjmmaaaa	n°immeuble_composant_REJT_jjmmaaaa

18.2.3 Contenu des rapports

Chaque rapport doit comporter les éléments suivants :

- le libellé complet de l'organisme bénéficiaire, où ont été effectués les prélèvements, ainsi que son numéro et son adresse ;
- le numéro et la date du bon de commande correspondant ;
- le numéro d'analyse ;
- le lieu et le point de prélèvements clairement identifié (avec la photo du robinet de prélèvement, N° immeuble, N° bâtiment, N° local) ;
- la date et l'heure des prélèvements ;

- le type/ le nom de l'analyses (ex : A seul, AB ...);
- les dates de début et de fin d'analyses ;
- le nom de la personne ayant effectué les prélèvements ;
- les paramètres recherchés ;
- les limites et les références de qualité des paramètres recherchés dans le cadre du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine et des eaux chaudes sanitaires, avec indication des unités ;
- les valeurs de référence dans le cadre du contrôle de la qualité des eaux résiduaires urbaines, avec indication des unités ;
- les résultats des analyses avec mise en évidence des dépassements des limites et les références de qualité ;
- la conclusion sur la conformité des résultats d'analyses ;
- le visa du responsable du laboratoire ou de son délégataire.

La conclusion du rapport doit systématiquement indiquer un rappel des paramètres non conformes et les explications des réserves techniques, le cas échéant.

18.2.4 Gestion des anomalies et des non-conformités

Anomalies et non-conformités dans les eaux destinées à la consommation humaine, de piscines et recherche et dénombrement de légionnelle

Dans le cadre du contrôle de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, des eaux de piscines et de la recherche et dénombrement de légionnelle, toute analyse ne respectant pas les seuils réglementaires, les limites et les références de qualité constitue une non-conformité.

Anomalies et non-conformités dans les eaux résiduaires urbaines

Le dépassement des concentrations maximales fixées par la réglementation applicable aux installations et les conventions de déversement constitue une non-conformité.

Procédure d'alerte et actions à mener en cas d'anomalie et de non-conformités

Dès édition des résultats d'analyses, le titulaire doit informer en urgence les services ou les formations concernés de tout résultat d'analyse (mesure de terrain et/ou analyse réalisée en laboratoire) ou de toute observation d'incident (notamment lors des tournées de prélèvements) révélant ou susceptible de révéler une non-conformité ou une anomalie comme définies ci-dessous, ainsi qu'une dégradation importante de la qualité de l'eau susceptible d'impacter la santé des consommateurs.

Par conséquent, en cas de présence d'anomalies et de non-conformités identifiées dès édition des résultats d'analyses, le titulaire doit :

- 1- appliquer la procédure en cas d'anomalies et de non-conformités dans les résultats d'analyses définie avec les représentants des entités bénéficiaires (organisme ou emprise) et du SID en phase préparatoire ;
- 2- prendre contact en moins de 24h par téléphone et par message électronique avec correspondants (et leurs suppléants) désignés pour chaque organisme bénéficiaire dont les coordonnées téléphonique et électronique sont précisées sur chaque bon de commande ;
- 3- transmettre le rapport partiel et provisoire sous 48h après obtention des résultats d'analyse par le titulaire (ou son sous-traitant) par voie dématérialisée, ou à défaut par courrier, aux correspondants (et leurs suppléants) désignés pour chaque organisme bénéficiaire ;
- 4- transmettre le rapport final selon les modalités définies à l'article 18.2.1.

Le titulaire doit apporter une attention particulière au respect de ces délais d'alerte.

Rappel : Tous les résultats d'analyses relevant du contrôle sanitaire conforme ou non conforme doivent être transmis au service vétérinaire territorialement compétent.